

Etude « Mobilité et Emploi » – 4èmes Rencontres de la Mobilité Inclusive

ELABE Études & Sondages 18 janvier 2017



A l'occasion des 4èmes Rencontres de la Mobilité Inclusive organisées à l'Assemblée Nationale le 18 janvier 2017, le cabinet ELABE a présenté les résultats de l'étude « Mobilité et Emploi ».

Voici les principaux enseignements et le rapport de l'étude :

Un accès partiel et inégal aux différents réseaux de transport

40% des Français estiment ne pas disposer d'un accès facile et rapide au réseau de transport local (métro, car, bus, tramway, réseau ferré local...), 37% au réseau de transport moyenne/longue distance (gare ferroviaire). Concernant les autres transports locaux (service de location de véhicules/auto-partage, covoiturage...), la part de la population qui s'estime pas ou mal desservie est encore plus forte (54%). Plus récents, ces réseaux restent encore difficile d'accès pour une majorité de Français.

Les populations estimant ne pas avoir un bon accès à ces différents moyens de transports sont systématiquement les populations vivant en milieu rural ou peu urbanisé.

Un diagnostic très partagé quant à l'offre de transport disponible

53% des Français considèrent que **les moyens de transports sont suffisamment développés** dans leur zone d'habitation, contre **47% qui font le constat contraire**.

C'est auprès des **populations qui résident dans les zones les plus urbaines que le sentiment d'un développement suffisant est le plus important** : 79% dans l'agglomération parisienne et 72% dans les communes des plus de 100 000 habitants. En revanche, **les personnes vivant dans les zones rurales ou peu urbanisées considèrent très majoritairement que les moyens de transports ne sont pas assez développés** (77% pour les communes rurales et 62% pour les communes de 2 000 à 20 000 habitants).

Les déplacements quotidiens, une expérience de mobilité difficile pour plus de 4 Français sur 10

43% des Français déclarent avoir, au moins « de temps en temps » des difficultés dans leurs déplacements quotidiens. 13% d'entre eux estiment même en avoir régulièrement (et 30% « de temps en temps »).

Ces moments du quotidien, qu'il s'agisse de déplacements pour accéder au lieu de travail, d'études, ou à toutes autres activités, sont encore davantage empreints de difficultés parmi les populations suivantes : les usagers de transports en commun (74% au moins « de temps en temps » chez les usagers de TER, 66% de métro/RER et 57% de bus), les habitants de la région parisienne (67%), les résidents de banlieue (53%) ainsi que les plus jeunes (62% auprès des 18-24 ans).

Les difficultés de mobilité : un frein à l'insertion sur le marché de l'emploi

Près d'un Français sur cinq (19%) déclare avoir déjà renoncé à se rendre à un entretien d'embauche ou dans un structure d'aide à la recherche d'emploi parce qu'ils ne pouvaient s'y rendre. S'ils sont 12% à l'avoir vécu une seule fois, 7% affirment avoir du renoncer à plusieurs reprises. **Le taux est légèrement plus élevé pour le renoncement à un travail ou une formation, par manque de moyen de se déplacer : près d'un sur quatre (23%) déclare avoir refuser un travail ou une formation pour ces raisons, dont 11% plusieurs fois.**

Les populations les plus jeunes et socialement les plus fragiles (faible niveau de diplôme et faibles revenus) sont les plus touchées par ces problèmes de mobilité et d'accès à l'emploi : respectivement 43% et 46% des 18-24 ans déclarent avoir renoncé à un entretien (embauche ou recherche d'emploi) et

avoir refusé un travail ou une formation, faute de pouvoir s'y rendre. Confirmant s'il le faut la fragilité des plus jeunes, les 25-34 ans sont également davantage concernés que la moyenne (respectivement 24% et 32%). Le phénomène touche avant tout les populations les moins diplômées (24% et 27% pour les individus ayant un niveau bac) et ayant les revenus les plus faibles (51% et 54% pour les personnes vivant dans un foyer avec moins de 1 000 euro par mois). Ils sont également plus nombreux parmi les non-titulaires du permis B (37% et 44%) et les usagers des transports en commun (32% et 39% pour les usagers du bus, 26% et 37% pour les usagers du métro/RER).

La conviction forte du lien entre mobilité et accès à l'emploi

86% des Français estiment que les difficultés d'accès à la mobilité constituent un frein à l'emploi, dont plus d'un tiers (35% « Oui, tout à fait ») en sont convaincus. Ce constat quasi-unanime illustre parfaitement la force du lien établi entre les questions de mobilité et les questions liées à l'emploi.

Si l'ensemble des catégories de population fait le même constat, **il est d'autant plus fort auprès des catégories les plus exposées** : les plus jeunes (42% « Oui, tout à fait » parmi les 18-24 ans), les personnes les moins diplômées (44% des individus n'ayant pas le niveau bac), ayant un revenu relativement faible (42% pour ceux vivant dans un foyer avec moins de 1 000 euro par mois). Les personnes non-titulaires du permis B sont également plus nombreuses à établir avec force ce lien (46% « Oui, tout à fait »).

La mobilité doit être un véritable enjeu pour les pouvoirs publics

59% des Français décrivent les questions de mobilité comme un « enjeu important » pour les pouvoirs publics, et 20% souhaitent qu'il soit un « enjeu prioritaire ». Au total, près de 8 Français sur 10 (79%) considèrent cette question comme un enjeu « prioritaire » ou « important », contre seulement 21% qui estiment qu'il s'agit d'un « enjeu secondaire ». Les personnes les plus âgées (84% chez les 50-64 ans et 89% chez les 65 ans et plus), les résidents de l'agglomération parisienne (87%), ainsi que les usagers des transports en commun (91% des usagers du bus, 89% des usagers du métro/RER) sont les populations qui considèrent encore davantage qu'il s'agit d'un enjeu « prioritaire » ou « important ».